

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

Lille, le 21 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALIPSO

86 boulevard de la République
BP 70015
80100 Abbeville

Références : 2023 - E30051
Code AIOT : 0005102421

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement CALIPSO implanté rue Jean Jaurès 80140 Oisemont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALIPSO
- rue Jean Jaurès 80140 Oisemont
- Code AIOT : 0005102421
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCA de Céréales de la Région d'Oisemont, située à OISEMONT (80), a été autorisée par arrêtés préfectoraux du 23 juin 1987 et du 19 février 2003 à exploiter un stockage de céréales et un dépôt d'engrais solides en vrac relevant du régime d'autorisation et un dépôt de produits agropharmaceutiques. Suite à des fusions successives dans les coopératives agricoles du secteur, ce site est désormais exploité par la coopérative agricole CALIPSO.

Le site est également encadré par :

- l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 pris pour encadrer les activités du site à la suite de la mise à jour de l'étude de dangers,

- l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020 qui prescrit la mise à jour de la situation administrative de l'établissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/11/2021
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/09/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
1	découplages	AP de Mise en Demeure du 26/11/2021, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte
2	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 09/09/2022, article 2	/	Consignation

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé :

- de maintenir les mises en demeure du 26/11/2021 et du 09/09/2022 ;
- d'astreindre l'exploitant à se mettre en conformité aux dispositions de l'article de 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/11/2021 (pour les systèmes de découplage n°3, 4 et 6) et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/09/2022, en lui imposant une astreinte journalière pour le système de découplage et en lui consignait la somme des travaux pour le changement de son transformateur pour la prescription liée aux installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : découplages

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/11/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Résistances des découplages
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Maintien de la mise en demeure
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société CALIPSO est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.B3 de l'arrêté préfectoral du 02/07/2014, en justifiant de la résistance des découplages n°2 et 3, et de la résistance de l'ensemble des portes présentes dans tous les découplages.</p> <p>Les documents justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a remis des notes de calculs de Cérès Solutions concernant le découplage 4 "Fosse élévateur silo Ringot / Reprise silo Ringot" (réf. : 13224-CLAC5A) et le découplage n°6 "Galerie cellules PRIVEE et RDC silo" (réf.: 13224-CLAC7A).</p> <p>Les deux notes de calculs ont été réalisées à la suite d'un relevé du 14/03/14 et concluent à des travaux de renforcement. Il est à noter que ces 2 portes de découplage sont fixées sur des murs en béton. Ainsi, l'Inspection ne peut pas conclure sur la conformité.</p> <p>Concernant les autres systèmes de découplages, l'exploitant a indiqué ne plus utiliser les 6 cellules béton et les 6 cellules Martin. Ainsi, sont concernés les systèmes de découplage n°1, 2 et 5.</p> <p>Lors de la visite du site, les portes de découplages étaient fermées et les cellules béton et Martin, vides.</p> <p>Par courriel du 27/02/2023, l'exploitant a transmis des photos concernant la mise en place d'affichage interdisant l'accès aux portes, leur condamnation, et une note d'information présentée au personnel le 22/02/2023 concernant l'interdiction pour les accès et le remplissage des cellules béton et Martin.</p> <p>Concernant le système de découplage n°3, la mise en place d'une nouvelle porte a été vue sur site. L'exploitant a transmis la facture de réalisation du 17/06/2022 et l'attestation de CERESIL du 13/07/2022 qui atteste avoir réalisé le découplage selon plans et notes de calcul de CERES. Il est à noter que la facture traite uniquement du remplacement de la porte.</p> <p>Par courriel du 20/03/2023, l'exploitant a transmis les notes de calculs (13224-CLAC3A) et plans. Ces documents traitent de la porte et du mur qui entoure la porte, qui doivent avoir une résistance minimale de 50 mbar. Il est précisé que le mur doit faire l'objet de renforcements. Ainsi, les éléments transmis permettent de justifier de la conformité de la porte mais pas de la conformité du mur.</p> <p>Il est donc attendu de l'exploitant des éléments permettant de justifier de la conformité :</p> <ul style="list-style-type: none">- des portes des systèmes de découplages n°4 et 6,- du mur métallique qui entoure la porte (système de découplage n°3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société CALIPSO est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.C de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 susvisé.</p> <p>Le rapport de contrôle de l'ensemble des installations électriques présentes sur le site et son Q18 sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis le rapport et le compte-rendu de vérification des installations électriques (Q18) réalisés par SOCOTEC et datés du 26/09/2022.</p> <p>Le Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. De plus, il précise que la vérification a consisté en une vérification partielle des installations électriques. Les installations non contrôlées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quelques appareils d'éclairages et récepteurs faute d'accès sécurisé, - séchoir réception silo béton et son armoire électrique déclaré inutilisé, à l'arrêté départ coupé en amont au TGBT, - transformateur HT BT sans accès et sans coupure haute tension. <p>Le point de non-conformité porte sur la présence de poussières et de toiles d'araignée en quantités excessives à l'intérieur du caisson préfabriqué, renfermant les installations Haute Tension (cellule HT et transformateur HT/BT). SOCOTEC préconise de faire réaliser le nettoyage du poste (nettoyage de l'intérieur du local réalisé, nettoyage intérieur du caisson restant à réaliser). Il a précisé que cette coupure présentant un risque de non réenclenchement, l'exploitant lui a indiqué que leur remplacement était prévu.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir contacté ENEDIS concernant le nettoyage du transformateur. Il lui a été indiqué qu'étant donné l'ancienneté du transformateur, si on l'arrête, il y a peu de chance qu'il redémarre; - se diriger vers un changement complet du transformateur, - avoir démarré le 16 janvier 2023 des démarches avec ENEDIS pour obtenir leur accord sur la puissance du transformateur et sur son futur emplacement (copie des documents transmis), - que si le transformateur est livré en juin, les travaux seront réalisés le même mois, (le courrier du 26/10/2022 mentionne une installation du nouveau transformateur pour 30/06/2023 si les délais de fourniture sont de 8 à 12 mois), - que si le transformateur est livré en juillet, les travaux auront lieu en septembre, - que le transformateur alimente les bureaux, le silo Ringot appelé également silo vert, les cellules métalliques et le magasin, - que le changement de transformateur est en lien avec le futur projet de réaménagement du site. <p>Aujourd'hui, les mesures prises par l'exploitant sont d'éviter de surcharger l'appel à la consommation électrique en évitant de tout faire fonctionner en même temps.</p> <p>Si un incendie venait à se déclarer sur le site au niveau du local TGBT, le personnel serait au chômage technique. La procédure d'urgence a été vue ; elle a été mise à jour le 19/12/2022 et consiste en l'appel du SDIS et en la mise en sécurité du personnel (point de rassemblement).</p> <p>Le local TGBT est un local en béton.</p> <p>Par courriel du 27/02/2023, l'exploitant a indiqué rencontrer EDF avec son prestataire pour les travaux, ACTEMIUM, en vue d'étudier les mesures à mettre en place pour utiliser le TGBT actuel sans risque d'incident.</p> <p>Au vu des différents éléments, la mise en demeure ne peut être levée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle n'a pas porté sur la vérification de <u>l'ensemble</u> des installations électriques, - le Q18 conclut à un risque d'incendie et/ou d'explosion,

- le rapport de SOCOTEC mentionne que le contrôle du coffret électrique "DMT" situé dans la tête du silo cathédrale n'a pas été réalisé car les installations qu'il renferme n'appartiennent pas à l'exploitant,
- l'exploitant a indiqué que ce coffret électrique est celui d'une antenne relais,
- l'article 9.C de l'arrêté préfectoral du 02/07/2014 prescrit que *"Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas sources d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre."*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation